

dien a clairement indiqué qu'il est disposé à participer avec d'autres pays à des mesures de secours au bénéfice de la population du Pakistan oriental. De plus, nous conseillons fortement, bien sûr, le recours à une solution politique et non pas à une solution qui entraîne une telle effusion de sang.

M. Macquarrie: Le ministre peut-il nous dire si le Canada a envoyé des secours à cette région?

L'hon. M. Sharp: Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons pas encore reçu de demande à laquelle nous pouvons nous rendre. Il faut dire que le gouvernement canadien a envoyé, tout récemment, des secours au Pakistan à la suite des inondations. Je suis pas sûr qu'ils soient tous arrivés à destination.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE DES PRIX

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances. Comme le chef de la Banque du Canada nous prévient que l'économie entre peut-être dans une période de majoration rapide des prix, avant même que l'inflation ait été complètement enrayée, le gouvernement prépare-t-il des mesures de contrôle, autres que les mesures fiscales actuelles, aptes à être appliquées plus tard?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit, au cours de la récente lutte contre l'inflation, le gouvernement a longuement étudié la possibilité d'adopter d'autres genres de mesures pour combattre une hausse rapide des prix.

* * *

LES PÉNITENCIERS

MILLHAVEN—L'EXPULSION DE CERTAINS MEMBRES DU PARLEMENT

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au solliciteur général s'il n'a donné sa directive hier que parce que des oppositionnels étaient en cause. Ne s'applique-t-elle pas aux autres députés? Si je ne m'abuse, un autre député de son parti s'est rendu au pénitencier au cours des derniers jours et on n'a pas passé de directive de ce genre.

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, je n'étais pas au courant de ce fait.

[Traduction]

M. Peters: Monsieur l'Orateur, à mon avis, le solliciteur général était au courant car, sauf erreur, il s'est fait accompagner du député de Kingston et les Îles, le représentant de cette région.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

[L'hon. M. Sharp.]

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES NÉGOCIATIONS AVEC CERTAINS PAYS AU SUJET DE LA SUPPRESSION PROGRESSIVE DE LA PÊCHE EN EAUX CANADIENNES

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. D'après un communiqué de son bureau en date du 28 avril, le Canada et la Norvège ont formulé des propositions qui pourraient mener à un accord entre les deux pays au sujet de la pêche et de la chasse au phoque futures dans la mer territoriale canadienne et ses zones de pêche exclusives. Nous dirait-il où en sont les projets de réunions semblables avec le Portugal, l'Espagne, l'Italie, le Danemark, le Royaume-Uni et la France, où l'on discuterait de la suppression progressive de la pêche et de la reconnaissance de la juridiction canadienne dans la nouvelle mer territoriale de 12 milles et dans les zones de pêche de nos côtes est et ouest?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, nous sommes en pourparlers avec plusieurs de ces pays. J'aimerais prendre acte de cette question avant d'y apporter une réponse précise.

LES ENTRETIENS AVEC LE DANEMARK AU SUJET DE LA CONSERVATION DU SAUMON DE L'ATLANTIQUE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, comme question supplémentaire, le ministre des Pêches et Forêts songe-t-il à discuter avec le gouvernement du Danemark l'abstention de ce pays à appliquer les mesures de conservation sur la pêche excessive du saumon de l'Atlantique au large du Groenland?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et des Forêts): Oui, monsieur l'Orateur, dans la première semaine de juin.

* * *

INFORMATION CANADA

POSSIBILITÉ DE RÉDUIRE LE PRIX DES LIVRES DESTINÉS AUX ÉTUDIANTS

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre responsable d'Information Canada.

Peut-il informer la Chambre des possibilités, pour Information Canada, de réduire le prix des livres vendus aux étudiants, afin de faciliter l'information des jeunes étudiants qui voudraient se servir de ces ouvrages?

M. l'Orateur: Il me semble que cette question a été posée hier. Malheureusement, je ne me souviens pas si le ministre avait promis d'y répondre. Peut-être serait-il plus simple de lui permettre de le faire rapidement.

L'hon. Robert Stanbury (ministre sans portefeuille): Monsieur l'Orateur, Information Canada fait tous les efforts possibles en vue de rendre accessibles aux étudiants, au plus bas prix possible, certaines publications susceptibles de leur être utiles.

Information Canada, en outre, offre un rabais de 33 et $\frac{1}{3}$ p. 100 à toute commission scolaire ou à toute école qui commande ses publications en utilisant les formulaires de commande de cet organisme.